



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 5 avril 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

La garde des enfants : un profil de huit ans, 1994-1995 à 2002-2003	2
Durant les huit dernières années, la proportion des enfants confiés à des services de garde a considérablement augmenté. Selon un nouveau rapport, cette croissance est accompagnée de changements dans l'utilisation des différents modes de garde.	
Enquête sur le service téléphonique résidentiel, décembre 2005	6
Étude : L'impact du capital humain sur les niveaux de vie dans les provinces, 1951 à 2001	7
Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, février 2006	7
Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés, novembre 2005	8

Nouveaux produits

Accès gratuit aux publications électroniques de Statistique Canada

À compter du 24 avril, toutes les publications électroniques de Statistique Canada seront accessibles gratuitement sur son site Web.

Afin de répondre aux besoins d'information des Canadiens, Statistique Canada a constamment accru la quantité d'information disponible gratuitement sur son site Web. Cette dernière initiative permet d'offrir sans frais plus de 150 publications électroniques pour lesquelles il fallait payer auparavant.

Statistique Canada continuera d'exiger des frais pour les versions imprimées des publications ainsi que pour d'autres produits et services électroniques tels que les CD-ROM, les tableaux de données spécialisés, les extractions personnalisées de données de CANSIM et la base de données du commerce international de marchandises du Canada.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec François Bordé au (613) 951-2808, Division des communications et des services de bibliothèque.



Communiqués

La garde des enfants : un profil de huit ans

1994-1995 à 2002-2003

Durant les huit dernières années, la proportion des enfants confiés à des services de garde a considérablement augmenté. Selon un nouveau rapport, cette croissance est accompagnée de changements dans l'utilisation des différents modes de garde.

En 2002-2003, 54 % des enfants âgés de 6 mois à 5 ans étaient confiés à un service de garde quelconque, en hausse par rapport au pourcentage de 42 % enregistré en 1994-1995.

En 2002-2003, les enfants gardés se répartissaient principalement entre trois types de garde (la garde en garderie, la garde hors du domicile par une personne non apparentée et la garde par une personne apparentée, à domicile ou à l'extérieur du domicile) dans des proportions d'environ 30 % pour chacun des types de garde. La garde à domicile par une personne non apparentée, comme une nourrice, et d'autres formes de garde, comme les garderies éducatives et les centres préscolaires, formaient la petite portion restante.

Bien que la garde hors du domicile par une personne non apparentée soit demeurée l'un des modes de garde les plus populaires entre 1994-1995 et 2002-2003, on a observé un déclin important de ce mode au cours de la période de huit ans.

Cette baisse a été contrebalancée par une hausse de l'utilisation des garderies comme mode de garde et des services de garde fournis par une personne apparentée.

Le rapport a révélé qu'aucun mode de garde ne se démarque des autres dans l'ensemble du pays. En fait, les tendances dans les modes de garde utilisés varient selon la région, le milieu de l'enfant et certaines caractéristiques familiales.

Ainsi, deux provinces, soit le Québec et le Manitoba, ont contribué dans une large mesure à l'accroissement de l'utilisation des garderies durant la période de huit ans. Au Québec, plus de la moitié des enfants confiés à un service de garde fréquentaient une garderie en 2002-2003, tandis qu'au Manitoba, c'était plus du quart des enfants.

Le mode de garde le plus populaire chez les enfants dont les deux parents travaillaient, en 2002-2003, était la garde à l'extérieur du domicile par une personne non apparentée. Dans le cas des enfants dont un seul parent travaillait, la garderie était le mode de garde le plus utilisé.

Note aux lecteurs

Cette publication s'appuie sur un document de recherche intitulé *La garde des enfants au Canada. Le rapport brosse un tableau de la garde d'enfants au Canada en mettant l'accent sur les expériences de garde des enfants âgés de 6 mois à 5 ans. L'analyse porte sur une période de huit ans, soit de 1994-1995 à 2002-2003, et se fonde sur les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ).*

L'ELNEJ est une étude à long terme portant sur les enfants canadiens. Elle permet de recueillir des renseignements sur de nombreux facteurs ayant une influence sur le développement social, affectif et comportemental des enfants, de la naissance jusqu'à l'âge adulte. L'enquête, qui a débuté en 1994, est menée par Statistique Canada et parrainée par Ressources humaines et par Développement social Canada.

De nombreux aspects de la garde d'enfants sont examinés dans ce rapport, notamment les taux d'utilisation des services de garde, les modes de garde utilisés, le nombre d'heures passées en service de garde, les caractéristiques des divers modes de garde, les changements de modes de garde et l'utilisation de modes de garde multiples. Le rapport compare ces différents aspects au fil du temps, ainsi que les expériences de garde d'enfants provenant de divers milieux. On y aborde également les tendances dans les modes de garde utilisés à mesure que l'enfant vieillit. Le rapport vise à donner une vue d'ensemble de la garde des enfants au Canada. Il ne traite donc pas des répercussions liées au fait qu'un enfant utilise un service de garde.

Définitions

La **garde d'enfants** désigne la garde assurée par une personne autre que les parents, c'est-à-dire les soins qu'un enfant reçoit d'une personne autre que sa mère, son père ou un tuteur.

La **garde par les parents** désigne la garde d'un enfant par un parent ou un tuteur.

Le **mode de garde principal pour enfants** désigne le mode de garde dans lequel l'enfant a passé le plus d'heures par semaine. Six modes de garde principaux sont examinés dans ce rapport : garde hors du domicile par une personne non apparentée (**ne comprend pas** les garderies); garde hors du domicile par une personne apparentée; garde à domicile par une personne non apparentée; garde à domicile par une personne apparentée; garde dans une garderie; et «autre» mode de garde, incluant les garderies éducatives ou les centres préscolaires, les programmes de garde avant ou après l'école, ou d'autres modes de garde non précisés.

Le **parent déclarant** désigne le parent ou le tuteur qui a répondu aux questions de l'interview.

Le rapport offre une étude approfondie de nombreux aspects de la garde d'enfants. Il s'appuie sur cinq cycles de données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Les enfants pour lesquels un profil a été établi étaient âgés de 6 mois à 5 ans au moment de chaque interview.

Plus de la moitié des enfants canadiens sont dans un mode de garde quelconque

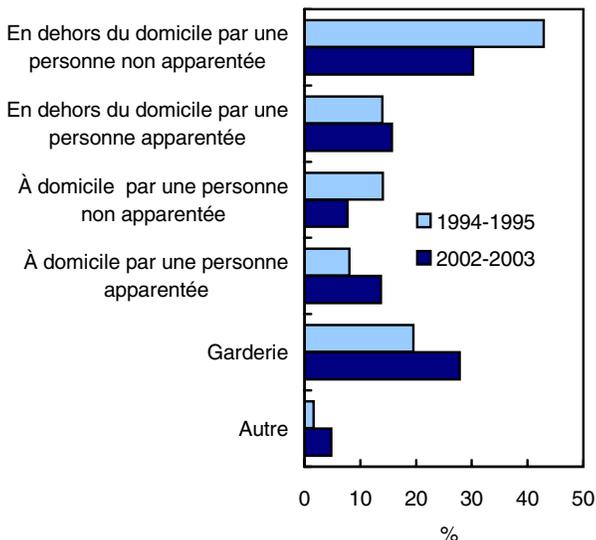
Plus de la moitié (54 %) des enfants canadiens étaient dans un mode de garde quelconque en 2002-2003, un taux considérablement plus élevé que celui de 42 % observé huit ans plus tôt.

Cette hausse s'observait chez les enfants de presque tous les milieux, indépendamment de l'emplacement géographique, du revenu du ménage, de la structure familiale, de la situation d'emploi des parents ou du lieu de naissance des parents.

Toutefois, entre 2000-2001 et 2002-2003, on a enregistré un déclin dans le taux d'utilisation des services de garde chez les enfants âgés de 6 à 11 mois. La proportion des enfants de ce groupe d'âge en service de garde a chuté pour passer de 44 % à 29 % au cours de cette période de deux ans.

Cette baisse importante pourrait être partiellement attribuable à la modification de la *Loi sur l'assurance-emploi* (projet de loi C-32). Cette modification a fait passer de 25 à 50 le nombre de semaines de congés de maternité, de congés de maladie et de congés parentaux combinés pour les nouveaux parents dont l'enfant est né après le 30 décembre 2000.

Par rapport à l'ensemble des enfants en service de garde, l'utilisation des garderies et de la garde par une personne apparentée augmente au fil du temps



Parallèlement à la hausse de la proportion d'enfants confiés à un service de garde, on a observé des changements dans les taux d'utilisation de certains modes de garde.

La proportion des enfants gardés à l'extérieur du domicile par une personne non apparentée, soit le mode de garde le plus courant en 1994-1995, a connu une baisse marquée au cours de la période de huit ans, passant de 43 % en 1994-1995 à 30 % en 2002-2003.

Pour la même période, la proportion d'enfants gardés par une personne apparentée, soit à domicile, soit à l'extérieur, est passée de 22 % à près de 30 %. La proportion d'enfants inscrits en garderie a crû pour passer de 20 % à 28 %.

Les taux d'utilisation des services de garde varient d'une province à l'autre

La proportion d'enfants dans un mode de garde quelconque a augmenté dans toutes les provinces entre 1994-1995 et 2002-2003, bien qu'en Alberta la hausse ait été minime et statistiquement non significative.

En 2002-2003, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec, le taux d'utilisation des services de garde était considérablement supérieur à la moyenne nationale de 54 %.

Le taux le plus élevé a été enregistré au Québec, où les deux tiers (67 %) de tous les enfants de 6 mois à 5 ans étaient confiés à un mode de garde quelconque en 2002-2003. L'Alberta a affiché le taux le plus faible, seulement 43 % des enfants ayant été confiés en service de garde.

L'utilisation de certains modes de garde variait d'une province à l'autre. La plupart des provinces ont enregistré une hausse légère, bien que pas toujours statistiquement significative, dans l'utilisation des garderies. Les augmentations les plus marquées se sont produites au Manitoba et au Québec.

Au Québec, 52 % des enfants en service de garde étaient inscrits dans une garderie en 2002-2003, soit deux fois plus que la proportion de 25 % observée huit ans plus tôt. Au Manitoba, la proportion d'enfants en garderie a presque doublé, passant de 14 % en 1994-1995 à 27 % en 2002-2003.

Au cours de la période de huit ans, la garde assurée par une personne non apparentée à l'extérieur du domicile de l'enfant est devenue moins courante dans toutes les provinces. Malgré tout, ce mode de garde est resté le plus populaire en Saskatchewan et en Ontario. En 2002-2003, en Saskatchewan, 54 % des enfants en service de garde étaient gardés à l'extérieur du domicile par une personne qui n'avait pas de lien de parenté avec eux, tandis qu'en Ontario, cette proportion était de 34 %.

À l'échelle nationale, la proportion d'enfants gardés à domicile par une personne apparentée est passée de 8 % en 1994-1995 à 14 % en 2002-2003. En Colombie-Britannique et en Alberta, la proportion d'enfants utilisant ce mode de garde a presque triplé,

passant de 8 % à 21 % et de 6 % à 17 % respectivement au cours de la période de huit ans.

Le type de garde varie selon le contexte démographique de l'enfant

L'utilisation de certains modes de garde variait en fonction de diverses caractéristiques, notamment le type de collectivité de l'enfant, le niveau de revenu de la famille et le lieu de naissance des parents.

Par exemple, dans les collectivités rurales, en 2002-2003, juste un peu plus du cinquième (22 %) des enfants en service de garde étaient confiés à une personne apparentée à l'extérieur du domicile, comparativement à 16 % dans les collectivités urbaines.

Parallèlement, 30 % des enfants vivant en milieu urbain étaient inscrits en garderie, comparativement à 22 % chez les enfants des collectivités rurales.

Pour ce qui est des niveaux de revenu, en 2002-2003, environ 40 % des enfants de ménages se situant au niveau de revenu le plus élevé étaient gardés à l'extérieur du domicile par une personne non apparentée. Par ailleurs, 42 % des enfants associés au niveau de revenu le plus bas étaient inscrits dans une garderie.

En ce qui concerne le lieu de naissance des parents, 26 % des enfants dont le parent déclarant était né à l'extérieur du Canada étaient gardés à domicile par une personne apparentée en 2002-2003, comparativement à 12 % des enfants dont le parent était né au Canada.

Autres aspects : heures passées en service de garde et tendances dans la garde d'enfants au fil du temps

Le rapport a aussi analysé d'autres aspects de la garde d'enfants, notamment le nombre d'heures que passent les enfants en service de garde et le passage des enfants d'un mode de garde à un autre au fil du temps.

Le rapport a établi que le nombre moyen d'heures passées en service de garde a diminué, allant

de 31 heures par semaine en 1994-1995 à 29 heures en 2002-2003. Généralement, les enfants en garderie passaient plus d'heures par semaine en service de garde, tandis que les enfants confiés à une personne apparentée en passaient moins.

Ayant analysé le même groupe d'enfants au fil du temps, le rapport a établi que les enfants passent par différents modes de garde à mesure qu'ils deviennent plus âgés. L'analyse prenait en compte la garde assurée par les parents comme mode de garde, en plus des six modes de garde principaux assurés par des personnes autres que les parents. Les résultats montrent qu'en 1998-1999, environ 53 % des enfants âgés de 6 à 24 mois étaient gardés par leurs parents, tandis que 18 % des enfants étaient gardés à l'extérieur du domicile par une personne non apparentée. En outre, 11 % des enfants étaient gardés à l'extérieur de leur domicile par une personne apparentée. En 2002-2003, 52 % de tous ces enfants, en moyenne, n'utilisaient plus le même mode de garde qu'en 1998-1999. Les tendances en ce qui concerne les changements de mode de garde dans le temps sont expliquées de façon plus détaillée dans le rapport.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4450.

L'étude intitulée *La garde des enfants au Canada* (89-599-MIF2006003, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À partir de la page *Nos produits et services*, sous l'onglet *Parcourir les publications Internet*, sélectionnez *Gratuites*, puis *Conditions sociales*, et enfin *Série de documents de recherche sur les enfants et les jeunes*.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des données recueillies durant les cinq premiers cycles de l'ELNEJ ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3321 ou composez sans frais le 1 800 461-9050 (*des@statcan.ca*), Division des enquêtes spéciales.

□

Proportion d'enfants de 6 mois à 5 ans en service de garde, selon l'âge et les caractéristiques du milieu de l'enfant

	1994-1995	2002-2003
	% en service de garde	
Total	41,9	53,6
Âge de l'enfant		
De 6 mois à moins de 1 an	36,0	28,6
1 an	43,3	56,1
2 ans	44,5	58,1
3 ans	42,4	57,7
4 ans	41,5	55,7
5 ans	40,8	53,1
Province de résidence		
Terre-Neuve-et-Labrador	36,4	53,0
Île-du-Prince-Édouard	42,1	63,4
Nouvelle-Écosse	39,0	53,6
Nouveau-Brunswick	39,1	56,6
Québec	43,5	66,9
Ontario	43,8	50,5
Manitoba	42,3	52,9
Saskatchewan	44,9	54,7
Alberta	39,1	42,6
Colombie-Britannique	35,5	49,2
Type de communauté		
Urbaine	43,0	53,8
Rurale	36,3	52,4
Niveau de revenu du ménage		
Inférieur au seuil de faible revenu (SFR) ¹	22,7	39,2
Égal à moins de deux fois le SFR	37,4	44,8
Deux fois à moins de trois fois le SFR	55,2	61,5
Trois fois le SFR ou plus	71,9	69,9
Structure familiale		
Parent seul	39,0	64,4
Deux parents	42,4	52,1
Situation du parent		
Parent seul - au travail rémunéré ou aux études	77,6	82,9
Deux parents - un au travail rémunéré ou aux études	11,1	19,5
Deux parents - les deux au travail rémunéré ou aux études	66,1	70,9
Lieu de naissance du parent déclarant		
Canada	42,8	56,4
Extérieur du Canada	37,3	44,1

1. Le seuil de faible (SFR) revenu est une mesure statistique des seuils de revenu sous lesquels les Canadiens consacrent vraisemblablement une part de leur revenu supérieure à la moyenne aux nécessités de la vie, c'est-à-dire la nourriture, le logement et l'habillement.

Note: Les estimations en caractère gras indiquent des différences statistiquement significatives entre 1994-1995 et 2002-2003 (p est inférieur ou égal à 0,05).



Enquête sur le service téléphonique résidentiel

Décembre 2005

La proportion de ménages canadiens utilisant seulement la téléphonie cellulaire comme moyen de communication au lieu du service conventionnel à fil a plus que doublé en un peu plus de deux ans, selon les nouvelles données de l'Enquête sur le service téléphonique résidentiel.

En décembre 2005, un peu plus de 615 000 ménages, soit 4,8 % du total, ont indiqué ne posséder qu'un numéro de téléphone cellulaire, contre seulement 1,9 % au milieu de l'année 2003.

Les ménages des deux provinces les plus à l'ouest, l'Alberta et la Colombie-Britannique, ont dominé cette hausse.

En effet, environ 7,1 % des ménages de la Colombie-Britannique ne possédaient qu'un numéro de téléphone cellulaire à la fin de 2005, ce qui constitue une proportion trois fois supérieure à celle observée au milieu de l'année 2003. En Alberta, la proportion a plus que doublé, atteignant 5,8 %.

Les ménages à faible revenu sont plus susceptibles de n'avoir qu'un numéro de téléphone cellulaire. L'enquête a montré que 7,7 % des ménages dont le revenu se situe sous le seuil du faible revenu (SFR) de Statistique Canada ne possédaient qu'un numéro de téléphone cellulaire, une proportion presque deux fois supérieure à celle de 4,1 % des autres ménages. (Le SFR est une mesure statistique des seuils de revenu sous lesquels les Canadiens consacrent vraisemblablement une part de leur revenu supérieure à la moyenne aux nécessités de la vie, c'est-à-dire la nourriture, le logement et l'habillement.)

Les ménages situés dans des grands centres urbains sont également plus susceptibles de n'avoir qu'un numéro de téléphone cellulaire.

À Vancouver, presque 1 ménage sur 10 (9,6 %) n'utilisait que la téléphonie cellulaire, ce qui représente la plus grande proportion parmi les régions métropolitaines de recensement. Les ménages de Montréal et de Calgary se sont classés tous deux loin au deuxième rang, affichant environ 6,4 %.

L'enquête a également révélé qu'un peu plus de 156 000 ménages, soit 1,2 % du total, ne possédaient pas de numéro de téléphone. Il s'agit d'une régression importante par rapport à l'année précédente (1,5 %) qui met fin à la tendance demeurée pratiquement inchangée depuis le début de la surveillance des abonnements au service téléphonique par cette enquête en 1998.

Près de 3 % des ménages de l'Île-du-Prince-Édouard ne possédaient aucun numéro

de téléphone, ce qui représente la plus grande proportion au pays.

Les ménages n'ayant aucun numéro de téléphone ont indiqué que les frais liés au tarif mensuel local de base et les frais d'installation leur sont inabornables.

Plus de la moitié des ménages canadiens avaient plus d'un numéro de téléphone. Près de 3,7 millions (28,6 %) de ménages ont indiqué avoir deux numéros de téléphone, et 3,4 millions (26,2 %) ont dit en avoir trois ou plus.

Nota : L'Enquête sur le service téléphonique résidentiel, menée depuis l'automne de 1998, est maintenant réalisée au nom d'Aliant Telecom Inc., de Bell Canada, de MTS Allstream Inc., de Northwestel Inc., de Saskatchewan Telecommunications et de TELUS Communications Inc. Elle surveille l'étendue du service téléphonique résidentiel et les raisons de non-abonnement afin d'aider le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à prendre des décisions concernant l'imposition d'augmentations, de réductions ou l'octroi de subventions à l'égard des tarifs.

La proportion des ménages ayant un numéro de téléphone cellulaire seulement

	Mai 2003	Mai 2004	Décembre 2004	Décembre 2005
	%			
Canada	1,9	2,4	2,7	4,8
Terre-Neuve-et- Labrador	0,8	1,1	2,5	2,3
Île-du-Prince-Édouard	1,2	1,9	2,4	3,8
Nouvelle-Écosse	2,4	2,5	2,5	4,1
Nouveau-Brunswick	1,4	1,3	1,8	2,4
Québec	2,2	2,2	2,6	4,8
Ontario	1,7	2,3	2,0	4,1
Manitoba	1,9	2,0	2,7	4,5
Saskatchewan	0,6	1,2	1,4	2,5
Alberta	2,4	2,7	3,8	5,8
Colombie-Britannique	2,1	3,9	4,4	7,1

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4426.

Le fichier de microdonnées de l'Enquête sur le service téléphonique résidentiel de décembre 2005 (56M0001XCB, 535 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Ce fichier porte sur les taux d'abonnement au service téléphonique résidentiel dans les 10 provinces canadiennes.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3321 ou composez sans

frais le 1 800 461-9050 (des@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : (613) 951-4527. ■

Étude : L'impact du capital humain sur les niveaux de vie dans les provinces

1951 à 2001

L'accumulation de capital humain explique dans une large mesure les niveaux relatifs de revenu par habitant observés dans les provinces au cours des 50 dernières années, selon un nouveau rapport.

Le rapport examine le rôle du capital humain tel que mesuré par deux concepts, soit l'accumulation de compétences en littératie et le taux de réussite à l'université, pour expliquer le niveau relatif de revenu par habitant dans les provinces entre 1951 et 2001.

Le taux de réussite à l'université a été mesuré comme étant le pourcentage de la population en âge de travailler titulaire d'un diplôme universitaire. Les scores au test de littératie ont été tirés de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes de 2003. Les données visaient à saisir le niveau de littératie moyen des personnes de 17 à 25 ans entrant sur le marché du travail dans chaque province.

L'analyse révèle que le capital humain, qu'il soit mesuré par les scores obtenus au test de littératie ou par le niveau d'études universitaires, ou par les deux, a un effet positif et significatif sur le revenu par habitant.

L'étude montre également que les compétences acquises lors d'une année d'études supplémentaire se traduisaient par une augmentation d'environ 7,3 % du revenu par habitant.

Toutefois, cette hausse du revenu par habitant n'était pas davantage attribuable aux compétences en littératie qu'aux études universitaires. Ce résultat est contraire à ceux d'études antérieures selon lesquelles les indicateurs de littératie ont surclassé les indicateurs de scolarité sur une base nationale.

L'analyse a tenu compte du niveau élevé d'urbanisation au Canada ainsi que des répercussions de certains événements économiques qui ont modifié les tendances de croissance de certaines provinces.

Selon le rapport, le taux relatif d'urbanisation dans l'ensemble des provinces a eu un effet positif et fortement significatif sur le revenu relatif par habitant.

Toutefois, l'analyse ne tient pas compte des flux de migration qui ont eu lieu au cours de la période de 50 ans étudiée.

Une étude du transfert de capital humain d'une province à l'autre fondée sur les scores au test de littératie permettrait de mieux comprendre les facteurs déterminants de la migration de travailleurs qualifiés et ses répercussions sur la convergence des niveaux de vie des différentes régions.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4406.

Le document de recherche intitulé *Le capital humain et les niveaux de vie dans les provinces canadiennes* (89-552-MIF2006014, gratuit) est maintenant disponible. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040. ■

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Février 2006 (données provisoires)

Les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint 7 626 200 mètres cubes en février, en baisse de 3,5 % par rapport à février 2005. Il y a eu une diminution des ventes dans six des sept principaux groupes de produits, dont une baisse de 108 700 mètres cubes ou de 17,7 % dans celui du mazout lourd. Les ventes d'essence à moteur ont régressé de 33 900 mètres cubes ou de 1,1 %. Celles de carburant diesel ont augmenté de 8 800 mètres cubes ou de 0,4 %.

Les ventes d'essence de catégorie ordinaire sans plomb (-0,5 %) et de catégorie super (-10,2 %) ont diminué, alors que celles d'essence de catégorie intermédiaire se sont accrues de 4,2 % par rapport à février 2005.

Les ventes cumulatives de produits pétroliers raffinés à la fin de février se sont établies à 15 472 800 mètres cubes, en baisse de 6,4 % par rapport à la même période en 2005. Les ventes ont fléchi dans six des sept principaux groupes de produits, particulièrement dans celui du mazout lourd (-390 400 mètres cubes ou -27,1 %).

Ventes de produits pétroliers raffinés

	Fév. 2005 ^r	Fév. 2006 ^p	Fév. 2005 à fév. 2006 var. en %
	en milliers de mètres cubes		
Total, tous les produits	7 900,7	7 626,2	-3,5
Essence à moteur	3 050,6	3 016,7	-1,1
Carburant diesel	1 993,4	2 002,2	0,4
Mazouts légers	619,8	556,6	-10,2
Mazouts lourds	615,9	507,2	-17,7
Carburéacteurs pour turboréacteurs	512,7	495,7	-3,3
Charges pétrochimiques ¹	367,9	354,8	-3,6
Tous les autres produits raffinés	740,3	693,0	-6,4

	Janv. 2005 à fév. 2005 ^r	Janv. 2006 à fév. 2006 ^p	Janv.-fév. 2005 à janv.-fév. 2006 var. en %
	en milliers de mètres cubes		
Total, tous les produits	16 536,7	15 472,8	-6,4
Essence à moteur	6 349,7	6 156,1	-3,0
Carburant diesel	4 126,4	4 041,1	-2,1
Mazouts légers	1 362,6	1 123,0	-17,6
Mazouts lourds	1 439,8	1 049,4	-27,1
Carburéacteurs pour turboréacteurs	966,9	1 017,9	5,3
Charges pétrochimiques ¹	764,9	614,6	-19,6
Tous les autres produits raffinés	1 526,3	1 470,7	-3,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Matières produites par les raffineries et utilisées par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.

Les données provisoires portant sur les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés ne sont plus stockées dans CANSIM.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés

Novembre 2005

Il est maintenant possible de consulter les données de novembre sur l'approvisionnement, l'utilisation et les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 134-0001 à 134-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Le numéro de novembre 2005 de la publication *Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés au Canada* (auparavant intitulé *Produits pétroliers raffinés*), vol. 60, n° 11 (45-004-XIF, 18 \$ / 166 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés au Canada, novembre 2005, vol. 60, n° 11
Numéro au catalogue : 45-004-XIF (18 \$/166 \$).

Enquête sur le service téléphonique résidentiel, décembre 2005
Numéro au catalogue : 56M0001XCB (535 \$).

Les indices de mission canadienne à l'étranger, avril 2006
Numéro au catalogue : 62-013-XIF (gratuit).

Série de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes: Le capital humain et les niveaux de vie dans les provinces canadiennes, 1951 à 2001, n° 14
Numéro au catalogue : 89-552-MIF2006014 (gratuit).

Série de documents de recherche sur les enfants et les jeunes : La garde des enfants au Canada, 1994-1995 à 2002-2003, n° 3
Numéro au catalogue : 89-599-MIF2006003 (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Nouvelles de 8 h à 11 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste de l'indice des prix au consommateur le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.